



QUELLE PRIMAIRE POUR LA DROITE ?

À UN AN DE LA PRÉSIDENTIELLE DE 2027, EXISTE-T-IL ENCORE UN CHEMIN DE VICTOIRE POUR LA DROITE ?

Par Matthieu Hocque, Directeur Général du Millénaire

Lilian Guignard, Analyste au Millénaire.



AVANT-PROPOS

La droite française vit un paradoxe. Elle apparaît divisée et faible, regroupant près d'un tiers des intentions de vote en additionnant les scores de Horizons, LR et Reconquête, dans toutes les configurations du [dernier Odoxa](#).

Pour autant, ses valeurs n'ont jamais été aussi prégnantes : **85% des Français considèrent que la France a besoin d'un vrai chef pour remettre de l'ordre et 51% qu'il faille limiter au maximum le rôle de l'État dans l'économie française** ([Fractures françaises d'octobre 2025](#)). Ainsi, un programme de droite pour proposer un projet construit sur les valeurs de la droite que sont la prospérité collective et individuelle, le rétablissement de l'ordre et la méritocratie républicaine, peut l'emporter.

Il est souvent acté que la primaire est mauvaise pour la droite française car les deux candidats sortis de celles-ci n'ont pas remporté l'élection présidentielle. Pourtant, **la primaire poursuit d'autres objectifs comme donner une dynamique sondagière au candidat sortant, faire émerger des thèmes et des solutions de droite ainsi qu'éliminer des candidats concurrents**. Sur ces aspects, les précédentes primaires n'ont pas été de si mauvaises choses.

C'est pourquoi ce rapport s'attache à expliquer comment la culture primaire s'est imposée à droite, quels sont les enseignements des primaires passées et quels sont les scénarios de primaires et dans quelle situation est la droite française à un an de la présidentielle 2027, et 19 ans après sa dernière victoire.

AVANT-PROPOS	2
COMMENT LA « CULTURE PRIMAIRE » S'EST IMPOSÉE A DROITE.....	5
UNE MÉTHODE HISTORIQUE DE DÉSIGNATION DES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE PROCHE DE LA PHILOSOPHIE DE LA VE RÉPUBLIQUE (1962-2016)	5
UNE MÉTHODE REMISE EN QUESTION APRÈS LA « GUERRE DES CHEFS » DE 2013.....	8
LES DIFFÉRENCES AVEC LA GAUCHE FRANÇAISE.....	9
LES ENSEIGNEMENTS DES PRIMAIRES PASSÉES	11
LA PRIMAIRE DE 2016 : UN SUCCÈS ORGANISATIONNEL ET PLUS MITIGÉ SUR LE PLAN POLITIQUE	11
UN VERITABLE SUCCÈS ORGANISATIONNEL	11
UN SUCCÈS POLITIQUE, MAIS RELATIF.....	12
LA « PRIMAIRE » 2021 : UN ÉCHEC RELATIF.....	13
UNE PRIMAIRE QUI N'EN ÉTAIT PAS VRAIMENT UNE	13
UN SUCCES POLITIQUE MOINS MARQUÉ QU'EN 2016.....	13
2026 : UN CONTEXTE DIFFÉRENT AVEC UN DOUBLE RÉTRÉCISSEMENT ÉLECTORAL.....	15
UN RÉTRÉCISSEMENT DE LA « MARQUE LR » PRISE EN ÉTAU ENTRE LE MACRONISME ET LE LEPENISME	15
UN RÉTRÉCISSEMENT DU BLOC ÉLECTORAL DU « SOCLE COMMUN »	19
QUELLE PRIMAIRE POSSIBLE EN 2026 ?	21
1/ LE « SOCLE COMMUN », UNE COALITION CENTRISTE-LIBÉRALE LARGE HÉRITIÈRE DES ALLIANCES POST-2017	Erreur ! Signet non défini.
LA PARTICIPATION DES ELECTEURS	24
LES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	24
LE DEROULEMENT PRECIS.....	25
2/ LA COALITION DE « HORIZONS À KNAFO », UN BLOC UNITAIRE CONSERVATEUR- LIBÉRAL-GAULLISTE, PLUS CONFORME A L'IDENTITE DE DROITE	26
LA PARTICIPATION DES ELECTEURS	28
LES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	28
LE DEROULEMENT PRECIS.....	29
COMPARAISON DES HYPTHESES ET CONDITIONS DE REUSSITE GLOBALE	30
MODALITES D'ORGANISATION DE LA PRIMAIRE	Erreur ! Signet non défini.

MISE EN PLACE D'UN COMITE REGROUPANT TOUS LES PARTIS	Erreur ! Signet non défini.
LA PARTICIPATION DES ELECTEURS	Erreur ! Signet non défini.
LES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	Erreur ! Signet non défini.
CONCLUSION.....	34

COMMENT LA « CULTURE PRIMAIRE » S'EST IMPOSÉE A DROITE

UNE MÉTHODE HISTORIQUE DE DÉSIGNATION DES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE PROCHE DE LA PHILOSOPHIE DE LA VE RÉPUBLIQUE (1962-2016)

A partir de la réforme constitutionnelle de 1962 apportant l'élection au suffrage universel direct du président de la République, l'élection présidentielle prend une tournure singulière selon la **Loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel**.¹ En effet, elle est imaginée comme le moment où un Français rencontre la communauté nationale et le peuple Français afin de lui proposer les grandes orientations qui seront fixées pour le pays, d'abord pour les 7 prochaines années, puis à partir de la réforme constitutionnelle de 2000, pour les 5 prochaines années². Une forme « **d'accord direct entre le peuple et celui qui a la charge de le conduire** » selon l'expression du Général de Gaulle³.

Par conséquent, si l'on poursuit une lecture proche de l'allocution du Général de Gaulle prononcée en 1962⁴, **l'idée d'un « pré-choix » par un parti politique ou par une frange de la population d'un candidat qui irait à la rencontre des Français, n'a pas de sens** puisque le président de la

¹ Conseil constitutionnel. (1962). *Loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel*.

² Légifrance. (1962). *Loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel*.

³ Lumni. (1962). *Allocution du général de Gaulle du 12 septembre 1962*.

⁴ Ibid.

République se situe « au-dessus » des partis, en tant que garant et arbitre de la Constitution et donc n'a pas vocation à être le « chef d'un camp ».

C'est pourquoi, la droite française, se revendiquant en partie de la vision et de la démarche du Général de Gaulle a longtemps fait le choix d'une désignation du candidat qualifié de « chef nature » comme le Général de Gaulle du temps de l'UDR.

En 1969, Georges Pompidou est le candidat naturel du parti gaulliste de l'UDR après la démission du Général de Gaulle annoncée le 28 avril 1969.

Le jour-même Georges Pompidou annonce sa candidature à l'élection présidentielle, l'ancien Premier Ministre préparant déjà la succession du Général en étant en retrait de la majorité présidentielle après les événements de mai-1968. Si l'élection présidentielle de 1969 est une élection anticipée, cette philosophie guide le « choix » du candidat par le parti pour les élections suivantes jusqu'en 2016.

En 1974, à la mort du Président Pompidou, **le parti gaulliste subit une première entorse à la logique de « candidat naturel »**. Alors que Pierre Messmer est Premier Ministre sortant de Georges Pompidou et deux jours après le décès de l'ancien Président le 2 avril 1974, **Jacques Chaban-Delmas** se porte candidat alors que l'hommage de l'Assemblée nationale n'est pas terminé. En plus de divers polémiques fiscales et maritales, le candidat voit sa légitimité contestée. L'épisode à Matignon où « il s'impose » à l'initiative du Premier Ministre Messmer de trouver une candidature commune rend possible la division. Après la publication le 13 avril 1974 du « **Manifeste des 43** » signé par Jacques Chirac⁵, une partie des gaullistes (39 parlementaires et 4 ministres) soutient Valéry Giscard d'Estaing.

Avec la création du Rassemblement pour la République (RPR) en 1976, **Jacques Chirac s'impose progressivement comme le chef incontesté du mouvement gaulliste**. Il est ainsi le candidat naturel du parti

⁵ Jérôme Pozzi, « L'Appel des 43 et le mouvement gaulliste : manœuvre politique, relève générationnelle et fronde des « godillots » », *Parlement[s] : revue d'histoire politique*, n° 7, 2007, p. 109-120

lors des élections présidentielles de 1981 et 1988, incarnant à la fois l'opposition à la gauche et la continuité du gaullisme. Malgré ses défaites face à François Mitterrand, le parti gaulliste retrouve sa logique de « candidat naturel ».

En 1995, après la fin de l'ère Mitterrand, **Jacques Chirac**, alors maire de Paris et ancien Premier ministre, apparaît à nouveau comme le candidat naturel du RPR, **malgré la concurrence interne du Premier Ministre sortant Édouard Balladur, chef de la majorité parlementaire**. Ainsi, il s'agit du deuxième moment où la droite gaulliste part divisée à l'élection présidentielle et où la logique de « candidat naturel » n'est pas suivie. La victoire de Jacques Chirac consacre l'idée que le chef de parti est « le candidat naturel ». Dès lors, **la création de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) en 2002 prolonge cette tradition**. Le président sortant Jacques Chirac est naturellement candidat à sa réélection la même année, dans un contexte marqué par la recomposition de la droite.

En 2007, Nicolas Sarkozy s'imposa sans concurrence réelle lors de la « primaire » interne de l'UMP, qui ne fut qu'une formalité : seul candidat, il recueillit l'onction unanime des militants. La logique était celle du « chef naturel », héritée du gaullisme originel où le Général lui-même incarnait l'unité sans passer par les urnes partisans.

Enfin, **en 2012, Nicolas Sarkozy, en tant que président sortant, est à nouveau le candidat naturel de l'UMP, dans la continuité de cette tradition gaulliste du leadership incarné**. Toutefois, sa défaite face à François Hollande marque un tournant, ouvrant une période de remise en question du modèle du candidat naturel au sein de la droite française.

Ainsi, jusqu'en 2016, **la désignation du candidat de la droite à l'élection présidentielle relevait d'une tradition plus implicite que formalisée, ancrée dans les pratiques des formations successives, RPR puis UMP**. Le chef est le leader naturel du mouvement, désigné par acclamation au congrès ou par un consensus interne forgé dans les instances dirigeantes.

UNE MÉTHODE REMISE EN QUESTION APRÈS LA « GUERRE DES CHEFS » DE 2013

En 2012, après la défaite de Nicolas Sarkozy, **l'UMP organisa un congrès pour sa présidence, un scrutin interne houleux entre François Fillon et Jean-François Copé**, mais la candidature présidentielle resta hors primaire : le parti misa sur un candidat de rassemblement, sans consultation élargie. Ces méthodes, efficaces en période de stabilité, se heurtèrent à la réalité d'une droite divisée par les querelles personnelles et les échecs électoraux de 2012. Le « Congrès de l'UMP » marqué par des accusations de tricherie, révélèrent les limites d'un système opaque, propice aux coups de force et aux ressentiments. Surtout, **il a révélé l'impasse de la méthode de désignation du « candidat naturel » lorsqu'il n'y en a pas.**

A noter que si la méthode de désignation du candidat de la droite gaulliste n'a pas véritablement changé depuis 1962, hormis deux entorses, des réflexions ont eu lieu pour rénover celle-ci. A cet égard, l'inspiration américaine joua un rôle décisif dans ce basculement. **Dès les années 1990, Charles Pasqua**, figure gaulliste emblématique, **avait esquissé l'idée de « primaires à la française » pour dépasser les divisions internes, s'inspirant des caucus et primaires ouvertes des États-Unis**, où les électeurs et non les seuls adhérents, tranchent.

Le modèle américain, avec ses primaires séquentielles et ouvertes, offrait un antidote à l'entre-soi partisan pour légitimer le candidat par un suffrage large, en le dotant d'une dynamique populaire, et en évitant les « candidatures naturelles » qui masquent les faiblesses. En France, ce mimétisme institutionnel s'accéléra après la primaire socialiste de 2011, qui avait couronné François Hollande et démontré l'efficacité d'une consultation ouverte pour unifier et mobiliser. **La droite, sous l'impulsion de l'UMP**

devenue Les Républicains en 2015, adopta la Charte de la primaire en avril 2015⁶. Une primaire ouverte, inspirée mais adaptée au contexte hexagonal.

LES DIFFÉRENCES AVEC LA GAUCHE FRANÇAISE

La différence avec les gauches françaises est frappante. Le Parti socialiste, dès le congrès d'Épinay en 1971, avait **institutionnalisé des primaires internes**, élargies progressivement (1995, 2006, 2011) pour contrer l'hégémonie d'un leader ou d'une motion. La gauche, plus habituée aux congrès idéologiques et aux courants structurés, voyait dans la primaire un outil de démocratie interne et de renouvellement programmatique.

Ainsi, si la candidature de François Mitterrand en 1981 ne résulte pas d'une primaire formalisée au sens contemporain, elle procède **d'une logique de sélection partisane et de légitimation interne face à d'autres figures de la gauche après Épinay**.

En 1995, Lionel Jospin remporte un scrutin interne face à Henri Emmanuelli, faisant de lui le candidat du Parti socialiste. Mais en 2002, aucune primaire ou processus de sélection interne n'est réalisé au Parti socialiste considérant que Lionel Jospin est un « candidat naturel » puisque le chef de la majorité socialiste depuis 1997. Or, cette situation n'étant pas culturelle à gauche, on pourrait lire a posteriori **la multiplication des candidats notamment de « socialistes frondeurs » comme Christiane Taubira, comme la résultante de l'absence de primaire interne ou de processus de sélection similaire**.

Pour l'élection présidentielle 2012, **François Hollande est désigné en 2011 à l'issue de la première primaire citoyenne organisée par le Parti socialiste**. Ouverte aux sympathisants, cette primaire constitue une innovation

⁶ Le Monde. (2015). *Le projet de charte de la primaire UMP*.

majeure dans la vie politique française, même à gauche et aboutissant à faire entrer pleinement la « culture primaire » en France.

Or, à droite, **la culture était plus verticale, bonapartiste ou gaullienne** ; le chef incarnait l'unité sans besoin de validation populaire partisane. **L'adoption tardive de la primaire en 2016 marqua donc une rupture culturelle profonde, imposée par la nécessité de l'alternance face à un PS affaibli et un paysage qui voyait une concurrence électorale forte marquée la percée électorale du Front national de Marine Le Pen.** Ce fut moins une conversion idéologique qu'une adaptation pragmatique à la Ve République médiatique et à l'exigence de légitimité populaire.

LES ENSEIGNEMENTS DES PRIMAIRES PASSÉES

A un an de la présidentielle 2027, le débat public se focalise sur les options de primaires à droite comme à gauche. Une idée répandue voudrait qu'à droite, toute primaire ait été un échec. Lorsque l'on regarde dans le détail, ce n'est pas tout à fait exact. C'est pourquoi, dans cette partie, nous dresserons le bilan et les enseignements des deux primaires qui ont eu lieu à droite : **la primaire de 2016, remportée par François Fillon, et la primaire de 2021, remportée par Valérie Pécresse.**

LA PRIMAIRE DE 2016 : UN SUCCÈS ORGANISATIONNEL ET PLUS MITIGÉ SUR LE PLAN POLITIQUE

La primaire de 2016 semble aujourd'hui le modèle de référence, par sa réussite organisationnelle incontestable et un succès politique relatif.

UN VÉRITABLE SUCCÈS ORGANISATIONNEL

Refaisons-nous le film. **Organisée les 20 et 27 novembre par Les Républicains, le PCD et le CNIP, elle réunit 7 candidats (François Fillon, Alain Juppé, Nicolas Sarkozy, Bruno Le Maire, Nathalie Kosciusko-Morizet, Jean-Frédéric Poisson, Jean-François Copé).**

La Haute Autorité de la Primaire (HAP), composée de 5 personnalités indépendantes (dont Anne Levade comme présidente), garantit l'impartialité par le contrôle des candidatures avec des parrainages stricts **(250 élus dont 20 parlementaires sur 30 départements + 2 500 adhérents sur 15 départements), la mise en place de 10 228 bureaux de vote rattachés aux listes électorales au 31 décembre 2015, un scrutin ouvert à**

tout électeur signant la Charte de l'alternance (« partager les valeurs républicaines de la droite et du centre ») et **versant 2 euros par tour**.

Participation historique ! **4 272 880 votants au premier tour** (Fillon 44,1 %, Juppé 28,6 %, Sarkozy 20,7 %), 4 380 377 au second (Fillon 66,5 % contre Juppé 33,5 %).

Aucun incident majeur ni contentieux majeur sont à déplorer, et la HAP proclama les résultats avec une transparence exemplaire. Financièrement, les recettes (près de 9 millions d'euros) couvrirent les coûts et dotèrent le candidat vainqueur (François Fillon) d'une partie de son budget de campagne.

UN SUCCÈS POLITIQUE, MAIS RELATIF

Sur le plan politique les enseignements ne sont pas mauvais non plus. En effet, fort du succès organisationnel de la primaire, le candidat Fillon dispose d'une dynamique lorsqu'il remporte la primaire.

En effet, il suffit de comparer les intentions de vote avant la primaire et après. **Avant la primaire, le candidat Fillon est crédité d'entre 18 et 21% selon tous les sondages de l'année 2016 avant le résultat de la primaire⁷.** Or, après le résultat de celle-ci, **le candidat Fillon, dans les mêmes configurations à droite, est donné entre 31% et 24% entre sa victoire du 27 novembre 2016 et la publication de l'article du Canard enchaîné, le 25 janvier 2017.** Après la diffusion de cet article, il ne sera plus jamais testé au-dessus de 21,5%.

Ainsi, il est possible de constater que la primaire a donné un élan électoral au candidat Fillon, même si la percée d'Emmanuel Macron débute après l'annonce de la non-candidature de François Hollande, puis l'alliance avec François Bayrou. En effet, le programme de Fillon, libéral et conservateur, séduisit certes les électeurs de la primaire, mais n'a pas pu contenir

⁷ Wikipédia. (s. d.). *Liste de sondages sur l'élection présidentielle française de 2017.*

l'émergence du « phénomène Macron ». De plus, il se heurta aux affaires (« Penelopegate »), révélant les limites d'une légitimité acquise, semble-t-il, trop tard (5 mois avant le premier tour) et surtout à l'absence de processus de retrait ou de changement de candidat.

Cette édition de la primaire de la droite n'aura, *in fine*, pas résolue la guerre des chefs malgré la victoire sans appel de François Fillon. L'unité du premier tour fut de façade, et après la non-qualification du candidat désigné pour le second tour (20,01 % et 7 213 793 voix), les déchirements éclatèrent au grand jour.

LA « PRIMAIRE » 2021 : UN ÉCHEC RELATIF

UNE PRIMAIRE QUI N'EN ÉTAIT PAS VRAIMENT UNE

La primaire, ou plutôt le congrès, de 2021 confirma le déclin. **Les Républicains, traumatisés par 2016, rejetèrent à 58 % (vote des adhérents le 25 septembre 2021) une primaire ouverte au profit d'un congrès fermé réservé aux 140 000 adhérents environ.**

Avec une participation de 80,89 % au premier tour (décembre 2021), avec Valérie Pécresse et Éric Ciotti qualifiés (25 % chacun environ), et un second tour avec **Pécresse à 61 % contre Ciotti à 39 %**, le choix d'organisation fut différent.

Pas de Haute Autorité indépendante, mais un comité d'organisation interne, avec à sa tête Christian Jacob. Résultat : **une candidate légitime aux yeux des militants mais faiblement incarnée nationalement, obtenant 4,78 % à la présidentielle de 2022.**

UN SUCCES POLITIQUE MOINS MARQUÉ QU'EN 2016

Le Congrès LR de 2021 n'est pas un succès politique. En revanche, il n'est pas non plus un échec politique pour autant. En effet, **la candidate Pécresse**

recueille, courant 2016, des intentions de vote entre 9% et 14%⁸. Elle est en moyenne la candidate LR testée dans les sondages avec le deuxième potentiel électoral derrière Xavier Bertrand. Jusqu'à septembre 2021, elle se situe plutôt autour de 13%-14%. Entre octobre et décembre 2021, elle se situe davantage entre 10%-11%. Si elle diminue, c'est le cas de l'ensemble des candidats LR testés.

En revanche, après sa victoire au Congrès LR du 4 décembre 2021, **la candidate Pécresse est donnée dans tous les sondages au second tour de la présidentielle avec entre 16% et 20% des intentions de vote.** En janvier 2022, elle est donnée entre 14% et 18%, mais toujours au second tour tout de même dans 20 sondages sur 43 sondages. A partir de février 2022, elle n'est plus beaucoup donnée au second tour, mais son socle ne diminue pas. C'est surtout car Marine Le Pen remporte sa « primaire sauvage » face à Éric Zemmour.

Les mois de mars et surtout d'avril verront un effondrement de la candidate au profit d'Emmanuel Macron sanctionnant la campagne de la candidate, mais aussi sous **l'effet d'une dynamique de vote utile observée lors de la dernière semaine du scrutin (par crainte d'un second tour Le Pen – Mélenchon) puisque seul un sondage place Valérie Pécresse à moins de 7% avant le premier tour où elle ne récoltera que 4,78% des suffrages.**

Par conséquent, il serait injuste d'attribuer le score de Valérie Pécresse à l'organisation de la primaire 2021. La primaire de 2021 a joué le même rôle que celle de 2016, à savoir donner une dynamique sondagière au candidat qui la remporte (+ 6 points en moyenne pour Valérie Pécresse). Elle a permis d'esquisser dans le débat public, une alternative à Emmanuel Macron mais différente du Rassemblement national.

⁸ Wikipédia. (s. d.). *Liste de sondages sur l'élection présidentielle française de 2022.*

2026 : UN CONTEXTE DIFFÉRENT AVEC UN DOUBLE RÉTRÉCISSEMENT ÉLECTORAL

Quel que soit le format, l'organisation d'une primaire en 2026 doit prendre en compte une donnée majeure : **le socle du potentiel électoral du candidat de la droite s'est rétréci par rapport à 2016**. En effet, nous observons à la fois un rétrécissement au niveau du socle électoral de LR pris en étau entre l'offre macroniste et lepéniste, mais aussi un rétrécissement du bloc du socle commun issu de la tripartition avec une progression du bloc de droite nationale ou d'extrême droite.

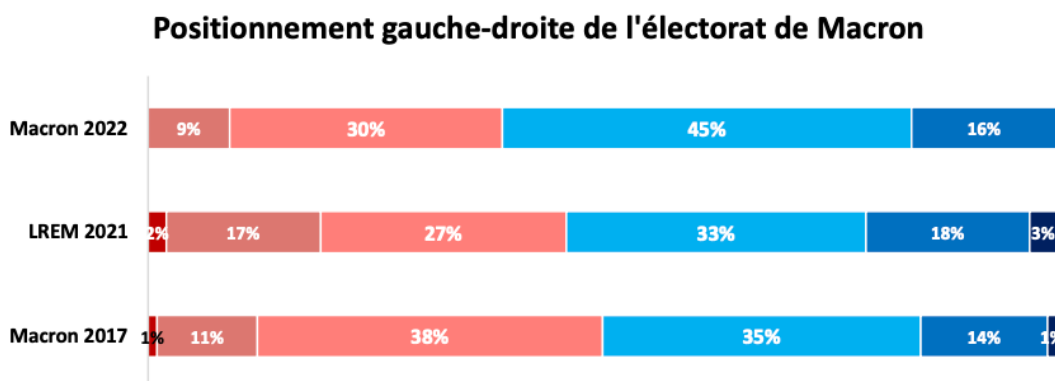
C'est d'ailleurs pourquoi une partie des responsables des partis du socle commun dans la Tribune Dimanche indiquent que **s'il y a plus de 1 candidat au premier tour issu de ces partis, il n'y en aura aucun au second tour**.

UN RÉTRÉCISSEMENT DE LA « MARQUE LR » PRISE EN ÉTAU ENTRE LE MACRONISME ET LE LEPENISME

Première dynamique, LR doit composer avec une offre macroniste qui tire de plus en plus vers la droite. Entre 2017 et 2022, les données montrent clairement que le cœur électoral d'Emmanuel Macron a glissé vers la droite.

Un premier indicateur démontre cela : **l'auto-positionnement des électeurs ayant voté pour Emmanuel Macron ou la République en Marche en fonction de l'élection (municipale, européennes, etc.)**. En 2017, son électorat se composait encore majoritairement de sympathisants de centre-gauche (38 %) et de centre-droit (35 %), tandis que les électeurs de droite et très à droite représentaient ensemble seulement 15 %. En 2021, déjà, cette tendance se modifie légèrement avec une part accrue de l'électorat de droite (18 %) et très à droite (3 %), mais surtout avec une baisse de l'électorat de gauche et très à gauche qui passe de 50 % à 46%. En 2022, cette recomposition s'est accentuée : le bloc des électeurs se réclamant de la droite (16 %) et du centre-droit (45 %) constitue désormais 61 % de son socle, tandis que la gauche (30 %) et très à gauche (9 %) tombent à 39 %.

Ce glissement idéologique reflète à la fois l'évolution de la stratégie politique d'Emmanuel Macron, qui a renforcé son discours d'ordre à la faveur de la crise des Gilets Jaunes, mais aussi une dynamique de repli des électeurs socialistes vers Jean-Luc Mélenchon et le PS, laissant le Président Macron capter en majorité des électeurs modérés issus de la droite classique⁹.

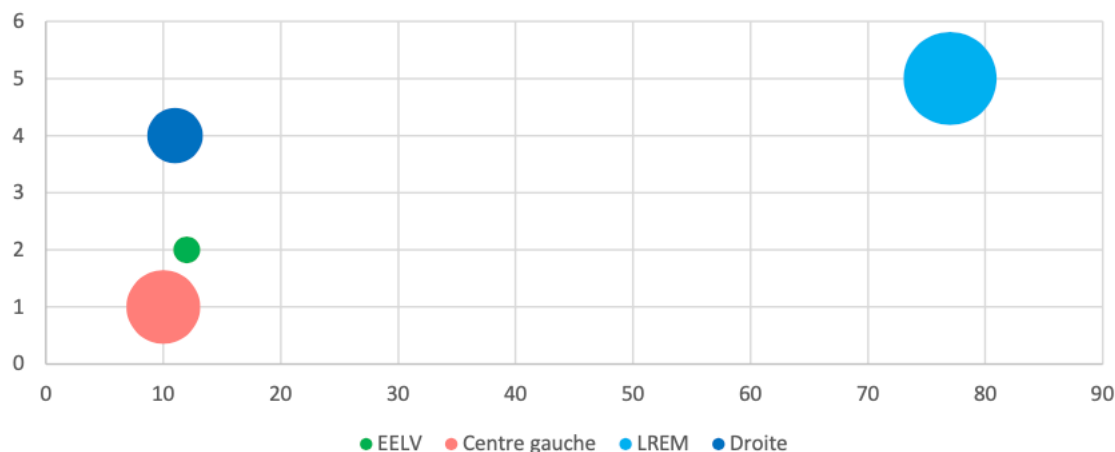


Au-delà de l'auto-positionnement de l'électorat d'Emmanuel Macron, cette dynamique de « droitisation » de l'électorat du chef de l'État se reflète également dans l'historique des derniers votes de ses électeurs de 2017. Le graphique ci-dessous décrit le « décrochage des électeurs Macron » entre 2017 et 2022 avec en abscisse la première élection à laquelle ils n'ont pas voté Emmanuel Macron (1 = européennes 2019, 2 = municipales 2020, 4 = régionales 2021), en ordonnée la régularité du vote Emmanuel Macron, et la taille des bulles correspondant au poids électoral de chaque courant¹⁰.

⁹ Graphique produit par les auteurs.

¹⁰ Idem.

Historique des derniers votes de l'électorat d'Emmanuel Macron en 2022



Il est à noter que l'électorat de gauche a amorcé un décrochage rapide vis-à-vis d'Emmanuel Macron dès les élections européennes de 2019, confirmant cette tendance lors des municipales où le vote écologiste a connu une dynamique forte dans plusieurs grandes villes. Ce phénomène a marqué une prise de distance durable entre les électeurs de centre- gauche et le président, accusé de dérive droitière.

À l'inverse, l'électorat de droite est resté plus longtemps fidèle à Macron, son décrochage n'intervenant qu'à partir des élections régionales de 2021, où les Républicains ont réussi à stabiliser leur électorat localement. Cependant, ce même électorat de droite est revenu massivement vers Emmanuel Macron lors de la présidentielle de 2022, sous l'effet du vote utile, désertant Valérie Pécresse au profit du président sortant face à la menace d'un second tour dominé par Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. **Cette proximité électorale s'est pleinement consacrée lors des élections législatives 2024, puis des élections municipales 2026 où de nombreux candidats LR et de la majorité présidentielle ont fait candidature commune dès le premier tour ou ayant bénéficié d'un retrait au second.**

De surcroît, une autre bascule s'est opérée : **la proximité d'une partie de l'électorat LR avec le lepénisme.** Cela s'est illustrée par deux dynamiques.

Premièrement, **la naissance de Reconquête repose en grande partie sur des électeurs de François Fillon qui avaient déjà voté pour Marine Le Pen ou le RN une fois.** A cela s'ajoute l'agrégation de l'électorat de Dupont-Aignan et de quelques voix chez le RN. Éric Zemmour crée un parti sur l'idée de « l'union des droites » allant des Républicains jusqu'au RN en combinant, pour schématiser, les idées économiques de LR et les idées régaliennes du RN. Cette idée séduit près d'un tiers des sympathisants LR accentuant la porosité électorale entre les deux camps. **En 2022, les électeurs d'Éric Zemmour ont très largement rejoint Marine Le Pen au second tour de la présidentielle. Selon un sondage IPSOS/Sopra Steria, 74 % des électeurs de Reconquête ont voté pour Marine Le Pen face à Macron,** marquant ainsi un transfert massif malgré les rivalités affichées entre les deux camps. Ce comportement démontre que, malgré la tentative de Zemmour de se poser en alternative « plus dure » à la droite classique et au RN, ses électeurs ont globalement opté pour un vote stratégique en faveur de Le Pen, considérée comme la seule capable d'affronter le bloc macroniste au second tour.

Cette dynamique s'est confirmée lors des scrutins intermédiaires. Aux élections législatives de 2022, Reconquête a chuté à moins de 4%, n'obtenant aucun député, tandis que le RN a atteint 18,7% et conquis 89 sièges, illustrant l'effondrement de Reconquête au profit du vote utile RN.

Cette tendance s'est prolongée aux européennes de 2024, où les listes de **Jordan Bardella ont largement dépassé les 30%**, tandis que Reconquête est resté cantonné autour de 5 %, confirmant que l'électorat de droite radicalisée a désormais basculé très majoritairement vers le RN. Une situation que l'on voit d'un point de vue local au niveau des élections municipales 2026 où **les villes du Sud voit un remplacement de LR par le RN et de ses alliés comme à Menton, Nice ou à Marseille.**

Deuxièmement, cet étau du RN s'illustre par les sondages qualitatifs sur la question de l'alliance avec le RN. Si avant 2022, moins de 40% des

sympathisants LR y était favorable, c'est désormais le cas de plus de la moitié des sympathisants LR aujourd'hui (57% selon un dernier sondage Elabe)¹¹.

UN RÉTRÉCISSEMENT DU BLOC ÉLECTORAL DU « SOCLE COMMUN »

Si LR fait l'objet d'un rétrécissement électoral, c'est également le cas du « socle commun ». Il est à noter qu'il faille prendre des pincettes sur l'analyse, car ce qui est devenue une réalité gouvernementale après les résultats du 7 juillet 2024, n'a pas nécessairement de traduction électorale réelle. Toutefois, si nous prenons le paradigme esquissé par les sondeurs d'une tripartition de la vie politique française en incluant dans un bloc, LR et la majorité présidentielle, on s'aperçoit que le « bloc » a diminué et cela dans toutes les élections.

En 2017, Emmanuel Macron et François Fillon récoltent au premier tour 44,02% des voix. En 2022, le score cumulé d'Emmanuel Macron est de 32,63% soit **une baisse de près de 12 points**. Idem aux législatives puisqu'en 2017, les scores cumulés sont de : **53,89%, contre 37,04% en 2022, puis 30,29% en 2024 après la dissolution, soit une baisse de près de 23 points depuis 2017 et 7 points depuis 2022**. Autre élection notable, **les élections européennes : 30,90% en 2019 contre 21,85% en 2024**.

A noter en conclusion que ce rétrécissement électoral de LR a pris fin en 2024. Si LR a vu son socle électoral se rétrécir depuis 2016, ce rétrécissement est moins prononcé que le bloc présidentiel. Ainsi, dans l'hypothèse d'une alliance avec la majorité présidentielle, **le poids relatif de LR a changé depuis 2022 pour s'être renforcé**.

En 2022, LR et Divers droite enregistrent 10,41% des voix et récoltent 61 sièges. Le bloc présidentiel pèse 25,75% et récolte 245 sièges. Ainsi **LR pèse**

¹¹ BFMTV. (2026). *Sondage BFMTV – Présidentielle 2027 : un Français sur trois se dit pour une alliance de la droite et du centre, trois sur dix favorables à l'union des droites*.

théoriquement près de 30% du socle électoral du « socle commun » et 20% d'une majorité parlementaire théorique.

En 2026, LR et Divers droite récoltent 9,17% des voix et LR seul obtient 48 députés. Le bloc présidentiel pèse 20,04% des voix et obtient 150 sièges. Ainsi, LR pèse théoriquement près d'un tiers de la coalition parlementaire et 25% d'une majorité parlementaire théorique.

Enfin, dans **les intentions de vote à la présidentielle 2026, le candidat théorique Bruno Retailleau (en moyenne donné entre 8% et 13%) fait mieux que le résultat de Valérie Pécresse.** Or, **les candidats théoriques Edouard Philippe, Gérard Darmanin ou Gabriel Attal, font moins bien que le score d'Emmanuel Macron (en moyenne entre 18% et 10%).** Parfois, selon les configurations le candidat LR est devant le candidat du bloc central, ce qui n'est jamais arrivé dans les intentions de vote de la présidentielle 2022.

Par conséquent, il est à noter que **le poids relatif de LR dans une alliance avec le bloc central est plus important aujourd'hui qu'il ne l'était en 2022,** laissant penser qu'une primaire avec ces forces politiques aurait du sens pour le parti LR.

QUELLE PRIMAIRE POSSIBLE EN 2026 ?

Voici la véritable problématique que nous prenons pour définir la refondation unitaire de la droite en 2026. À partir de celle-ci, nous envisageons plusieurs hypothèses et scénarios. En 2026, à un an des présidentielles de 2027, la droite française se trouve, une fois encore, à la croisée des chemins historiques. La Ve République, héritière du gaullisme qui sut forger l'unité nationale au-delà des querelles partisans, exige aujourd'hui de cette famille politique (libérale, conservatrice, gaulliste) qu'elle dépasse les fractures héritées des échecs de 2017 et 2022.

Le double déclin électoral de « la droite et du centre » est patent. Il a vu naître un rétrécissement des *Républicains*, et un bloc central en récession eu égard à l'impopularité du bilan du chef de l'Etat sur les questions intérieures (économiques, migratoires, sécuritaires, éducatives, etc.). Face à l'effacement progressif du clivage traditionnel et à la recomposition accélérée du paysage politique avec les municipales de 2026 où des figures comme Sarah Knafo ont bousculé les équilibres à Paris, **une grande primaire ouverte s'impose non comme un luxe démocratique, mais comme l'instrument de cette refondation.** Elle doit être analysée à l'aune d'une seule question : est-ce qu'elle crée **les conditions d'une dynamique sondagière et populaire pour le candidat susceptible de la remporter ?**

La problématique qui guide cette analyse est claire : **quelle primaire de la droite est possible en 2026 ?** Elle ne saurait se réduire à une simple consultation technique ; elle doit être pensée comme un acte politique fondateur, capable de légitimer un candidat, d'unifier les courants et de préparer l'alternance. Deux hypothèses principales émergent, reflétant la recomposition du paysage partisan et les leçons tirées des antécédents de 2016 et 2021. Nous les examinerons tour à tour, en détaillant pour chacune

les modalités d'organisation, le cahier des charges précis et les conditions de déroulement.

UNE PRIMAIRE DE « LA DROITE ET DU CENTRE » : UNE RÉALITÉ PARLEMENTAIRE PAS ÉLECTORALE, SUR UN ESPACE RÉCESSIF

GRANDS PRINCIPES DE LA PRIMAIRE

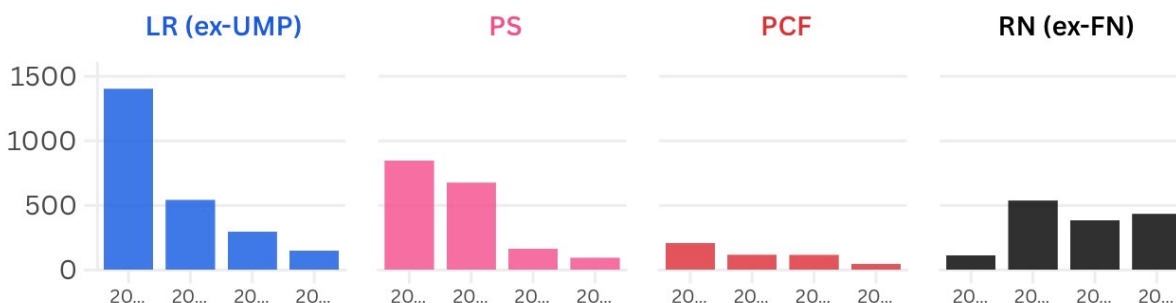
Le premier scénario envisage une coalition agrégeant **les 5 principales formations du centre-droit, du bloc présidentiel et républicain** : *Renaissance* (parti présidentiel), *Horizons* (d'Édouard Philippe), le *MoDem* (de François Bayrou), *l'UDI* et *Les Républicains* (LR).

Cette hypothèse s'inscrit dans la continuité des alliances post-2024, où une partie de la droite classique et du bloc présidentielle ont convergé pour barrer la route aux extrêmes. Elle viserait un rassemblement centriste-libéral, capable de séduire un électorat modéré, urbain et européen, tout en maintenant une posture d'alternance face au bloc central affaibli et aux populismes. Historiquement, ce scénario rappelle les tentatives de synthèse des années 2000 (UDF-UMP) ou les appels à un « grand parti du centre » après 2022, mais adapté à la fragmentation actuelle et à la récession du socle électoral présenté dans la partie précédente.

En 2026, après les municipales où des dynamiques locales ont montré la vitalité d'un centre-droit pragmatique (exemples à Bordeaux, Brest, etc.). En effet, en 2026, beaucoup de candidats issus de la majorité présidentielle ont été soutenus dès le premier tour par LR. En témoigne **la réduction drastique du nombre de listes estampillées "Les Républicains" depuis 2008 passées de 1 400 listes en 2008 contre 152 en 2026**, soit 10% du nombre de listes présentées en 2008¹².

¹² Public Sénat. (2026). Le PS et LR en retrait, le RN et LFI en croissance : que retenir du nombre de listes présentées aux municipales par les partis.

Nombre de listes présentées par les partis lors des dernières élections municipales



Sources : ministère de l'Intérieur, Cevipof
Infographie : Public Sénat

MODALITÉS D'ORGANISATION

Les modalités d'organisation reposeraient sur **une structure paritaire et indépendante, inspirée mais améliorée de la primaire de 2016 pour associer plusieurs partis politiques**. Un Comité national d'organisation (CNO) serait créé dès le printemps 2026, regroupant des représentants des 5 partis à parité stricte (deux délégués par formation, dont un juriste et un élu territorial). Ce CNO pourrait nommer une **Haute Autorité de la primaire (HAP)** pour rappeler celle de 2016, composée de 5 personnalités extérieures aux partis (magistrats, hauts fonctionnaires ou universitaires offrant « toutes garanties d'indépendance et de la plus haute considération morale »), sur le modèle d'Anne Levade en 2016. **La HAP, constituée en association loi 1901 soumise à la loi de 1988 sur le financement politique, superviserait l'ensemble.** Elle serait chargée de la définition du calendrier, du contrôle des candidatures, de l'organisation logistique et enfin, de la proclamation des résultats.

La mise en place se constituerait des **bureaux de vote (environ 10 000 à 12 000, répartis proportionnellement aux scores obtenus par les composantes de la coalition aux élections précédentes, aux présidentielle 2022, législatives 2024, municipales 2026)**, avec une attention particulière aux territoires ruraux et d'outre-mer pour éviter l'urbano-centrisme.

La logistique s'appuierait sur **les mairies et les préfectures**, conformément à la circulaire du ministère de l'Intérieur de 2016, mais renforcée par un outil numérique sécurisé (application dédiée avec vérification biométrique légère pour lutter contre les doublons).

Le cahier des charges serait formalisé dans une **Charte de la Primaire** signée solennellement par tous les partis au sein du CNO, dès juin 2026. Cette charte, d'une quarantaine d'articles, reprendrait les acquis de 2016 tout en intégrant les leçons de 2021 :

LA PARTICIPATION DES ELECTEURS

- **Scrutin ouvert**, (modèle 2016), mais avec une option mixte. Les électeurs s'inscriraient soit sur place (pièce d'identité + versement de 3 à 5 euros ajustés à l'inflation pour couvrir les coûts), soit par pré-inscription en ligne jusqu'à 45 jours avant le 1er tour (figeant une liste électorale pour sécuriser le scrutin sur d'éventuelles fraudes).
- **Signature obligatoire d'une Charte des valeurs du « Socle commun »** : partager les valeurs républicaines, libérales et centristes de la droite et du centre, s'engager pour l'alternance, la compétitivité économique, l'Europe souveraine et le redressement national.
- **Pas de procuration**, pour préserver l'authenticité du vote, comme en 2016. L'objectif visé est de 2 à 4 millions de participants, seuil de légitimité pour un candidat de synthèse, et de représentativité.

LES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

- **Parrainages exigeants de 300 élus** (dont 30 parlementaires) et **3 000 adhérents ou sympathisants sur 30 départements**, afin d'éviter la multiplication des candidatures de témoignage.
- Chaque candidat devrait signer un « **Pacte d'unité** » contraignant : un engagement écrit et public à soutenir le vainqueur, sous peine de sanctions automatiques (retrait des investitures législatives, exclusion du groupe parlementaire). Le **niveau des investitures aux législatives**

de 2027 serait proportionnel aux scores du premier tour ou fixé par pré-accord inter-partis.

- Un **grand projet programmatique commun**, négocié en amont par le CNO (souveraineté économique, réformes structurelles, sécurité), servirait de socle minimal ; tout candidat s'y engagerait explicitement.

LE DEROULEMENT PRECIS

- Lancement officiel en mai 2026 (11 mois avant l'échéance).
- **Campagne réglementée** : temps de parole égal dans les médias publics, trois débats nationaux organisés par la HAP (octobre-novembre 2026), financement plafonné et transparent (comptes certifiés par la CNCCFP).
- **Scrutin en deux tours** : 20 et 27 novembre 2026 (week-end pour maximiser la participation). Dépouillement conforme au Code électoral, avec scrutateurs et délégués des candidats.
- **Pré-financement mutualisé par les partis** (5-7M€), recettes des votants et reliquat reversé au compte de campagne du vainqueur.
- **Contrôles anti-fraude renforcés par IA et audit externe indépendant.**

Cette hypothèse présente des atouts. Une légitimité large qui confèrera au candidat une double légitimité : **celle des partis, mais également une légitimité populaire selon le niveau de participation**. En revanche, elle présente deux inconvénients : **celle d'être dépendante des partis politiques**. La conséquence de cela est d'accorder un poids politique disproportionné à certains partis disposant d'un socle électoral faible (Modem, UDI, etc.) au motif de leur nombre de députés alors que par exemple, l'ancien Premier Ministre François Bayrou a été battu à Pau. Deuxième inconvénient, **même si les modalités d'organisation sont celles d'une primaire ouverte, une telle configuration n'élargit pas le bloc électoral**. Il s'agit juste de choisir le champion d'un camp récessif sur le plan électoral. En d'autres termes, elle n'élargit pas l'audience de la primaire en intégrant des candidats issus de la société civile ou d'un parti politique n'ayant pas participé au socle commun.

UNE PRIMAIRE DE « HORIZONS À KNAFO », POUR UNE COALITION « SARKOZY 2007 »

GRANDS PRINCIPES DE LA PRIMAIRE

Le second scénario, plus audacieux et plus conforme à la tradition gaulliste du *Millénaire*, dessine une coalition élargie de « *Horizons à Knafo* ». Sur le papier, elle permet d'agréger **les trois courants de la droite au sens de René Rémond : la droite gaulliste et bonapartiste** représentée par des membres de *LR*, **la droite orléaniste et bourgeoise** représentée par *Horizons* et la **droite légitimiste et conservatrice** représentée par *Reconquête* (et sa figure montante Sarah Knafo), ainsi que d'autres forces se retrouvant dans les valeurs associées à la droite (liberté, autorité, souveraineté, etc.) tels que des dissidents du bloc central, des mouvements locaux ou des intellectuels se présentant de droite.

Cette hypothèse évoque explicitement la **grande coalition sarkozyste de 2007** (d'Alain Juppé à Philippe de Villiers) ou la diversité de la primaire de 2016 (Juppé à Poisson). En 2026, après les performances locales de Sarah Knafo aux municipales de Paris (10,4 % au premier tour, et un retrait stratégique pour « faire barrage à la gauche » et pousser l'union des droites), cette coalition incarnerait **une droite assumée, capable de reconquérir l'électorat perdu sans dilution excessive**.

Elle **s'opposerait frontalement au “en même temps” à la fois opéré par le camp présidentiel adepte du dépassement des clivages, mais également opéré par le lepénisme se voulant “ni de droite, ni de gauche”**. L'élargissement de cette option de primaire permettrait de créer une dynamique en cassant les blocs concurrents tant le bloc présidentiel en associant des anciens membres de cette majorité, mais également le bloc de droite nationale en associant *Reconquête* dont la porosité électorale avec le RN est forte.

Une telle architecture poserait les bases d'une « **réunion des droites** » programmatique sur le modèle Italien qui existe depuis les années 1990 et qui est aujourd'hui incarnée par Giorgia Meloni et jadis par Silvio Berlusconi.

MODALITÉS D'ORGANISATION

Les modalités d'organisation seraient calquées sur 2016 mais adaptées à une coalition plus hétérogène et plus à droite.

Un **Comité national d'organisation élargi** (CNO) regrouperait les partis signataires (*LR, Horizons* recentré, *Reconquête*, et alliés), avec **une parité ajustée au poids électoral réel (pondéré par les scores de 2022 à 2026)**. La Haute Autorité de la primaire (HAP) resterait indépendante, avec 5 membres extérieurs, juristes et hauts fonctionnaires gaullistes ou républicains, constituée en association pour garantir l'impartialité absolue.

Des bureaux de vote de 10 000 à 11 000, répartis non seulement sur les scores Macron/Pécresse/Zemmour de 2022, mais aussi sur ceux des municipales 2026 et des européennes, refléteraient les nouveaux équilibres territoriaux (ruraux, périurbains, outre-mer). Une logistique hybride serait envisagée avec des bureaux physiques, un vote électronique sécurisé pour les Français de l'étranger et les absents, et une vérification par blockchain légère pour une transparence accrue.

Le cahier des charges, inscrit dans une Charte de la grande primaire de la droite, serait plus exigeant que celui du Socle commun, pour forger une unité réelle et non de façade. Elle pourrait être adoptée en mai-juin 2026 lors d'une convention fondatrice. Elle pourrait par exemple :

- ❑ Exiger des participants issus de l'ancien bloc présidentiel de signer un préambule disposant que **le prochain candidat devra s'inscrire dans la rupture avec le bilan présidentiel ;**
- ❑ Exiger des participants issus de *Reconquête* **d'abandonner toute alliance au niveau européen avec des partis d'extrême droite comme l'AFD.**

LA PARTICIPATION DES ELECTEURS

- **Ouverte**, comme en 2016, avec inscription sur place ou pré-inscription (date butoir 30 jours avant).
- **Cotisation de 4 euros** (symbolique mais dissuasive).

Signature d'une **Charte des valeurs renforcée** : partager les valeurs républicaines, conservatrices, libérales et gaullistes de la droite (souveraineté nationale, sécurité, identité française, alternance pour le redressement) et s'engager pour l'union des droites. Cette charte, plus substantielle que celle de 2016, inclurait un engagement programmatique minimal qui pourrait reprendre **une grande partie du pacte législatif de LR : réforme de l'État, réduction de l'immigration, lutte contre l'assistanat, rétablissement de l'ordre**. Une telle primaire doit susciter un engagement populaire fort pour être qualifiée de succès. Une participation autour de **5 millions de votants** conférerait une légitimité populaire incontestable et une dynamique de reconquête.

LES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

- Des parrainages stricts avec 250 élus (20 parlementaires sur 20 départements) + 2 500 adhérents/partisans sur 30 départements, mais ouverts aux courants conservateurs.
- Signature obligatoire d'un « **Grand projet regroupant les droites** » : un texte programmatique négocié sur la base des grands principes de la Charte.
- **Engagement solennel à soutenir le vainqueur**, avec clause de révocation en cas d'empêchement grave (comme envisagé en 2021) et sanctions automatiques sur les investitures. Celles-ci seraient proportionnelles aux scores du premier tour ou fixées par pré-accord (ex. : 40 % pour le vainqueur, répartition des courants LR/Reconquête/Horizons).
- **4 débats thématiques** (économie, sécurité/immigration, services publics et identité/Europe), arbitrés par la HAP et correspondant aux grandes priorités programmatiques esquissées.

LE DEROULEMENT PRECIS

- **Lancement en mai 2026**, pour une temporalité optimale (un an avant).
- Campagne réglementée : **une égalité de temps de parole, une interdiction des attaques personnelles excessives** (charte de bonne conduite, comme proposée en 2016 par Bernard Reynès).
- Scrutin : **20-27 novembre 2026**.
- **Financement mutualisé (6-8 millions d'euros)**, une transparence totale, un reliquat au vainqueur.
- Contrôles : **HAP dotée de pouvoirs d'investigation, un audit externe, IA anti-fraude**.
- Post-primaire : **un pacte de gouvernance** (vice-présidences, programme co-construit et des investitures liées).

Ce scénario offre une cohérence gaulliste supérieure à nos yeux, car il permet de reconquérir l'électorat populaire et rural sans renier l'identité de droite, tout en évitant la dilution du premier. Les risques de tensions entre *LR*, *Reconquête* et *Horizons* sont réels, mais surmontables par la HAP indépendante et l'engagement contraignant. Historiquement, il s'inscrit dans la lignée des coalitions victorieuses de 2007 ou de la diversité de 2016, qui, malgré ses limites postérieures, avait mobilisé 4,3 millions d'électeurs. Le point fort d'une telle primaire est de **pouvoir réunir toutes les sensibilités de la droite en un lieu de débat d'idées**.

En revanche, une telle primaire présente deux limites. D'une part, **l'impératif de réconcilier des positions qui si elles partagent des principes communs, diffèrent radicalement dans le degré du constat et dans les propositions**. Il y a peut-être plus de divergences de degré entre *Horizons* et *Reconquête* qu'entre le Parti socialiste et la France Insoumise. D'autre part, la réussite de cette primaire dépend d'une succession de conditions cumulatives : **créer un élan populaire massif pour répondre à son objectif qui est d'unir un supposé "peuple de droite"** (1), l'adhésion pleine et entière de partis, **s'il manque l'un des trois courants de la droite, la primaire subit le procès en rétrécissement électoral** et surtout ne permet pas de concurrencer les deux autres blocs concurrents que sont le RN et le centre

(2) et **l'absence de candidatures dissidentes après le résultat de la primaire** ce qui n'est pas garanti au regard de l'offre politique de départ (3).

COMPARAISON DES HYPOTHESES ET FACTEURS CLÉS DE REUSSITE

Les deux scénarios partagent un socle organisationnel commun (HAP indépendante, charte, parrainages, scrutin ouvert) mais divergent sur l'ampleur idéologique. **Le Socle commun privilégie l'inclusivité centriste au risque de l'effacement ; la coalition « Horizons-Knafo » assume une droite combative pour une reconquête au sens propre.** Dans les deux cas, la réussite exige une temporalité maîtrisée (lancement en 2026), une communication unitaire (site dédié, médias informés), un financement transparent et une clause d'unité post-victoire. Mais quelle que soit l'hypothèse retenue, la primaire de 2026 ne sera pas un simple mécanisme ; elle sera l'acte par lequel la droite, enfin unie, reprendra le chemin de la victoire et de la grandeur. Le temps presse parce que l'Histoire jugera ceux qui, en 2026, auront su ou non saisir une opportunité.

L'ENJEU DE L'ÉLARGISSEMENT ÉLECTORAL

Nous l'avons vu, **la droite et le centre français fait l'objet d'un double rétrécissement du socle électoral.** Or, il s'agit de trouver un espace pour une offre politique qui ne soit ni le macronisme, en déclin sur le plan électoral eu égard à un bilan jugé négativement par les Français, ni le lepénisme.

Sur ce point, **la seconde option de primaire de "Horizons jusqu'à Knafo" offre une meilleure option en intégrant dans des personnes qui ont voté pour Emmanuel Macron comme pour Marine Le Pen.** Une telle offre peut permettre de ramener à soi des électeurs qui ont voté au premier tour de 2022 pour l'un de ces candidats par effet de vote utile (report de Valérie Pécresse pour Emmanuel Macron et report de Éric Zemmour pour Marine Le Pen). Il est à noter que "l'électorat" de droite semble de plus en plus volatile.

Ainsi il s'agit de la primaire présentant le plus de chance de parvenir à l'objectif escompté d'une primaire : **donner une dynamique sondagière à un candidat.**

L'ENJEU DE LA BONNE ORGANISATION

Pour garantir le succès, nous résumons une architecture inspirée de 2016 mais améliorée, adaptée aux scénarios.

Un **Comité national d'organisation** (CNO), paritaire et indépendant, reprenant les modalités de 2016 permet la création d'une Haute Autorité de la primaire (HAP), composée de 5 juristes ou hauts fonctionnaires extérieurs (modèle Levade). Cette entité supervise les candidatures, le scrutin, les contentieux. Les bureaux de vote sont d'environ 10 000, répartis proportionnellement aux scores passés d'Emmanuel Macron (2022/2027), Pécresse et Zemmour pour refléter les équilibres électoraux et assurer une représentation juste des territoires (métropole, outre-mer, circonscriptions). Une **Charte de la primaire** doit être signée par tous les partis participants, garantissant égalité, transparence et financement mutualisé (cotisation électeurs + subventions partisans). Le cahier des charges doit être fluide, et produire un guide électoral détaillé comme en 2016, avec listes d'émargement, scrutateurs et délégués des candidats.

Deux options sont donc sur la table, pour maximiser la légitimité tout en évitant les dérives :

- Une **pré-inscription avant une date butoir** (ex. : 30 jours avant), figeant la liste électorale sur les listes nationales pour sécuriser et anticiper la fraude (la leçon de 2016 où l'inscription sur place fonctionna, mais exposa à des risques logistiques, doit être remémorée !).
- Ou **comme en 2016, une inscription sur place avec pièce d'identité, un versement de 2 à 5 euros** (ajusté à l'inflation), une signature de la Charte des valeurs (droites libérales, conservatrices, gaullistes) pour une République souveraine, une alternance et un redressement

national. Cette option 2016 est préférable pour l'ouverture démocratique, nécessitant d'être renforcée par une vérification numérique (application ou site sécurisé), pour un objectif de 4 à 6 millions de participants afin d'obtenir une légitimité incontestable.

L'ENJEU DE L'HARMONISATION DES CANDIDATS

Dans les deux cas de primaire, il est possible d'observer une uniformisation des thèmes de campagne. Dans la première option, Renaissance affirme, par la voix de Gabriel Attal, qu'il n'y a pas de "en-même temps" sur les questions de sécurité et Edouard Philippe a fait des propositions allant jusqu'à la dénonciation des accords de 1968 avec l'Algérie. Ainsi, les partis du centre se rapprochent des propositions les plus "dures" de LR et de Reconquête. Cela vaut aussi pour la défense des entreprises et de la politique de l'offre pour les LR et Reconquête.

Cette uniformisation des thèmes reste malgré tout surtout vrai au sein du socle commun et donc du premier scénario alors que les positions sont plus différentes dans le second scénario.

De plus, les conditions de participation doivent être rigoureuses pour forger l'unité avec :

- La **signature d'une « Charte du grand projet »**, pour un socle programmatique commun regroupant les droites libérales, conservatrices et gaullistes (souveraineté économique, sécurité, identité nationale, réforme de l'État). Ce document, négocié en amont par le CNO, évitera les programmes radicaux solitaires de 2016.
- **Un engagement écrit et solennel à soutenir le vainqueur**, sous peine de sanction (retrait d'investitures, exclusion), renforcée d'une clause de révocation possible en cas d'empêchement grave (comme envisagé en 2021).
- **Parrainages** de 250 élus + 2 500 adhérents/partisans, répartis géographiquement.

- **Les investitures législatives seront proportionnelles aux scores du premier tour ou au pré-accord entre formations** (ex. : 40 % pour le vainqueur, avec répartition des courants).

Cela lie la primaire à l'après, évitant les abandons post-victoire. La préparation prévoira un lancement 12 à 15 mois avant l'échéance (donc au printemps 2026), avec une campagne réglementée (temps de parole égal, débats organisés par la HAP), un financement transparent (plafonds, transparence), et un contrôle anti-fraude renforcé par IA (détection doublons, audit externe).

Sur ce point organisationnel et des candidats **aucun des scénarios ne se démarque réellement**. Dès lors que la seconde option est acceptée par les parties prenantes, son organisation n'est pas plus difficile. A noter cependant la difficulté d'estimer le poids politique et électoral de Reconquête qui n'a pas beaucoup d'élus ce qui constitue une barrière à l'entrée assez importante.

CONCLUSION

Sur le plan politique, **l'enjeu numéro 1 de la primaire est d'élargir le socle électoral de la droite. Sans cela, son utilité est relative et pourrait même être improductive.**

Sur le plan organisationnel, les conditions de réussite globale sont suspendues à l'indépendance de la Haute Autorité de la primaire, à sa logistique calquée sur le Code électoral, à une communication massive (site dédié, application, partenariats médias) et à la probité de son organisation générale et de sa représentativité. Politiquement, l'unité post-primaire par un pacte de gouvernance (vice-présidences, programme co-construit) peut ainsi faire montre de rigueur.

Le premier scénario de primaire semble plus simple à réaliser, mais n'offre aucune garantie sur son succès. **Elle revient à faire le même choix que le président de la République en 2024 sur la dissolution : considérer que la gauche est faible et/ou désunie et que le candidat issu de la primaire se retrouvera au 2nd tour face au RN et bénéficiera du front républicain.** Les élections législatives de 2024 et municipales de 2026 montrent que miser sur la faiblesse de la gauche au premier tour peut constituer une erreur.

Le second scénario de primaire paraît difficile à concevoir au regard des personnalités indiquées, mais présente une capacité de rassemblement plus large. Surtout, **il permet de casser les deux blocs concurrents tant la droite nationale que le centre pour retrouver un espace politique similaire à la coalition Sarkozy 2007.**

De même que symboliquement, l'invocation gaulliste de l'intérêt national, au-delà des étiquettes permet d'effacer les différences, et d'éviter les pièges de 2016 (scandale post-désignation) et 2021 (fermeture excessive). Cette grande primaire ne doit pas être un gadget démocratique mais le creuset d'une droite refondée, gaulliste et à nouveau victorieuse.

Par **Lilian GUIGNARD**, Analyste au Millénaire

Matthieu HOCQUE, Directeur Général Le Millénaire

Crédit photo : [Palais de l'Elysée](#), de [Nicolas Nova](#), via Flickr, sous licence CC BY-NC 2.0.



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Directeur général : Matthieu HOCQUE

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clément PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*